

LE REGLEMENT DE TRAVAIL : MODE D'EMPLOI

CONTEXTE

Bien que le règlement de travail ait connu à une certaine époque un désintérêt de la part des employeurs, qui considéraient celui-ci comme un recueil des règles entrées dans les usages; le développement, la complexité et la diversification de la législation sociale lui ont rendu toute son importance.

CALENDRIER

Mardi 28 septembre 2010	Séminaire de 3 heures De 14h à 17h N° agréation IPCF : 22788	BECI (salles du rez-de chaussée) 500 avenue Louise à 1050 Bruxelles
-------------------------	--	--

PROGRAMME

Le règlement de travail est un document écrit porté à la connaissance des travailleurs, dans les formes prescrites par la loi, dans lequel l'employeur ou le Conseil d'entreprise fixe un ensemble de conditions d'exercice du travail.

Ces règles influencent et complètent la teneur des contrats de travail et donnent un ensemble de garanties, tant pour les travailleurs que pour l'employeur.

Au cours de la séance d'information, les aspects suivants seront abordés :

- le champ d'application;
- les dispositions générales et la force obligatoire;
- les clauses obligatoires du règlement de travail;
- les procédures d'établissement et de modification du règlement de travail;
- la protection des travailleurs;
- les mesures de publicité;
- l'usage des langues;
- la surveillance et les dispositions pénales.

Nous étudierons également l'intérêt et la portée des clauses dites «facultatives» destinées à protéger davantage les intérêts de l'entreprise tout en informant les travailleurs, notamment :

- les clauses relatives à l'utilisation et à la surveillance de l'Internet et de l'e-mail (CCT n°81);
- le «whistleblowing» ou la dénonciation des comportements illicites dans l'entreprise;
- les clauses de protection des informations confidentielles et des bases de données;
- la clause de transfert de propriété intellectuelle, etc.

ANIMATEURS

Damien DELATOUR - Inspecteur social - Directeur Cellule formation du Contrôle des lois sociales

Olivier RIJCKAERT, Avocat associé Field Fisher Waterhouse et Juge suppléant au Tribunal du travail de Namur

PRIX : (inclus : documentation, pause-café)
Membre BECI, BHA : 248.05 € TVAC (205.00 € HTVA)
IPCF
Non membre : 296.45 € TVAC (245.00 € HTVA)

PLUS D'INFORMATION

Training Team - trainings@beci.be - 02 643 78 19

Réduction de 10% si inscription avant le 14/09/10

Bulletin d'inscription

Inscrivez-vous on line et participez ainsi à un tirage au sort.
 Le gagnant (1 par séminaire) recevra une BD - Ed. spéciale Beci.

LE REGLEMENT DE TRAVAIL : MODE D'EMPLOI

Le mardi 28 septembre 2010
 On-line sur www.beci.be/training ou par fax : 02 640 93 28
 Courrier : BECI- 500 av. Louise - 1050 Bruxelles
 A l'attention de Myriam Michiels

Société

Adresse

Code Postal : Localité :

Tél. : Fax :

N° TVA : E-mail :

Nom(s), prénom(s), fonction(s) et e-mail du (des) participant(s) :

Adresse de facturation

Prix (TVA Comprise)

- ☐ Membre : x 248.05 € = ...
- ☐ Non membre : x 296.45 € = ...
- ☐ Membre (réduction de 10% avant le 14/09/10) : x 223.25 € = ...
- ☐ Non membre (réduction de 10% avant le 14/09/10) : x 266.81 € = ...

Dès réception de votre inscription, vous recevrez une confirmation ainsi que la facture, payable au comptant.

Date

Nom et signature

Une convocation vous sera adressée quelques jours avant le séminaire

ANNULATION : VALABLE UNIQUEMENT PAR ECRIT. SI ELLE EST RECEPTEE AU MOINS DEUX JOURS OUVRABLES AVANT LE SEMINAIRE, ELLE DONNERA LIEU AU REMBOURSEMENT INTEGRAL DES FRAIS DE PARTICIPATION. PASSE CE DELAI, LA TOTALITE DES FRAIS D'INSCRIPTION RESTERA DUE, QUELLE QUE SOIT LA RAISON D'ANNULATION. LES PARTICIPANTS PEUVENT SE FAIRE REMPLACER. BECI SE RESERVE LE DROIT D'ANNULER LE (LES) SEMINAIRE(S) SI LE NOMBRE D'INSCRITS EST INSUFFISANT.

PAIEMENT : UNE FACTURE VOUS PARVIENDRA DES RECEPTION DE VOTRE INSCRIPTION. TOUTE FACTURE EST PAYABLE AU COMPTANT ET DOIT EN TOUTS LES CAS ETRE PAYEE AU PLUS TARD LE JOUR DU SEMINAIRE.

VOS COORDONNEES SONT, SAUF OBJECTION DE VOTRE PART, ENREGISTREES DANS UN FICHIER DE BECI-CCIB AFIN DE POUVOIR VOUS INFORMER DE NOS ACTIVITES A VENIR. CONFORMEMENT A LA LOI DU 8 DECEMBRE 1992, NOUS POUVONS, A VOTRE REQUETE, VOUS COMMUNIQUER VOS DONNEES ENREGISTREES DANS NOTRE FICHIER ET LES CORRIGER SI BESOIN EN EST.